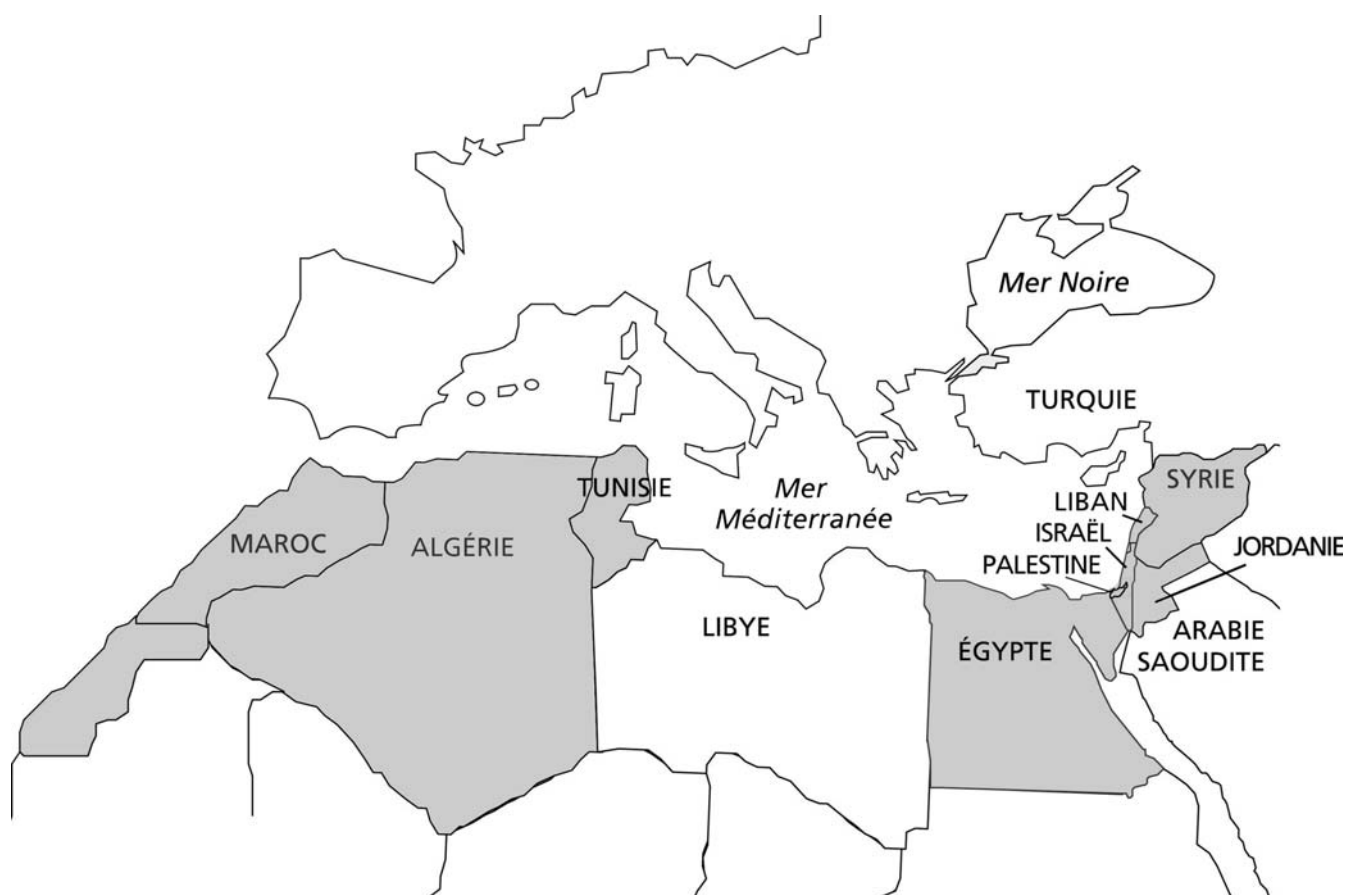


MÉDITERRANÉE



En 2006, le CCFD a soutenu 70 initiatives dans 11 pays de la zone Maghreb/Machrek pour un montant de 1 146 000 €.

PAYS D'INTERVENTION

ALGÉRIE
LIBAN
MAROC
PALESTINE
SYRIE
TUNISIE

SAHARA OCCIDENTAL
ÉGYPTE
IRAK
ISRAËL
JORDANIE

REPÈRES

LA ZONE MÉDITERRANÉE (MAGHREB, MACHREK)

Elle couvre :

- Une partie du Machrek qui englobe les pays du Proche et du Moyen-Orient : Égypte, Soudan, États de la péninsule arabique et pays du Croissant fertile (Irak, Jordanie, Syrie, Liban, Israël/Palestine). Cette zone arabe compte 150 millions d'habitants.
- Une partie du Maghreb, notamment Maroc, Algérie et Tunisie, trois anciens pays berbères, islamisés et arabisés.

CONTEXTE

LES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS ET L'IMPUNITÉ

Dans de nombreux pays de la zone, on constate un durcissement de la situation concernant la limitation des libertés. C'est le cas notamment en Tunisie et en Algérie, ainsi qu'au Maroc sous couvert de lutte anti-terroriste.

On assiste également dans la région à une montée préoccupante des intégrismes.

UN MAINTIEN SOUS TUTELLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

La pression que les différents régimes exercent sur les organisations indépendantes dans leur pays reste forte. Les gouvernements constituent un frein important pour le développement. Aux pesanteurs internes s'ajoute un contexte géopolitique difficile.

L'AGGRAVATION DU CONFLIT ISRAËLO-ARABE ET LA GUERRE EN IRAK

En dépit d'une apparente normalisation en 2005, la situation sociale et politique en Palestine n'a cessé de s'aggraver avec, notamment, la construction du mur en Cisjordanie et l'expansion de la colonisation dans les territoires palestiniens occupés. L'aide internationale y reste vitale. Dans un contexte diplomatique bloqué, les sociétés israélienne et palestinienne apparaissent plus séparées qu'elles ne l'ont jamais été.

Par ailleurs, la guerre en Irak a rendu encore plus difficiles les actions de nos partenaires et leurs tentatives pour retrouver les chemins de la paix.

PRIORITÉS

Elles s'organisent autour de trois pôles prioritaires.

LA PAIX

Promouvoir les initiatives favorisant la résolution des conflits, soutenir l'instauration des États de droit, renforcer le dialogue interculturel et interconfessionnel.

L'ENVIRONNEMENT

L'objectif est de préserver l'environnement et les ressources naturelles ainsi que de favoriser la mise en réseau des partenaires de différents pays autour de ce thème.

LE SECTEUR ASSOCIATIF

De nombreuses actions sont menées pour renforcer les capacités des acteurs de la société civile, favoriser leur mise en réseau, appuyer leurs initiatives afin de structurer ce domaine sensible, notamment autour de la construction du Forum social maghrébin.

Palestine

PAIX ET DROITS HUMAINS



Repères

Capitale	: Aucune
Superficie	: 6 236 km ²
Population	: 3 389 578 habitants
Langue(s) officielle(s)	: Arabe
Monnaie	: Livre palestinienne
Densité	: 553,55 hab./km ²

DÉVELOPPER LES ACTIVITÉS D'UN CENTRE POUR ADOLESCENTS

En Palestine, dans la bande de Gaza, les jeunes souffrent d'un manque d'activités récréatives et culturelles et d'un système scolaire en grande difficulté. Leur avenir professionnel est très incertain : le taux de chômage est très élevé et les centres de formation professionnelle sont quasiment inexistants. "Culture et pensée libre", partenaire de longue date du CCFD, s'est investi dans un projet visant à proposer aux adolescents du centre de Bunat El Ghad ("les jeunes de l'avenir" en arabe) dans la bande de Gaza, des activités qui leur donnent la possibilité de dépasser leur peur en développant leurs compétences. Un projet vital pour des milliers de jeunes gravement traumatisés par un climat permanent de violence.

Le contexte

Depuis le début de la seconde Intifada en septembre 2000 et le récent conflit libanais, la situation dans la bande de Gaza n'a cessé de se détériorer. Les enfants et les jeunes sont les premières victimes des violences de ces confrontations, quand ils n'en sont pas les acteurs. On assiste en outre, du fait de la guerre et du taux de chômage élevé, au développement d'une forme de violence domestique, au sein des familles, dont les femmes, les enfants et les jeunes sont les principales victimes. Les conséquences sur l'état psychologique de ceux-ci sont alarmantes.

C'est pourquoi il apparaît nécessaire de proposer aux jeunes des activités qui leur donnent la possibilité de s'exprimer, de faire part de leurs préoccupa-

tions, de présenter leurs idées et de partager leurs expériences avec les autres. Ce sont ces activités qui permettent aux jeunes de faire face à leur anxiété et de dépasser leurs peurs, en développant leurs compétences, augmentant leur estime de soi et renforçant leur rôle dans la communauté.

Le projet a pour cadre le centre pour adolescents Bunat El Ghad situé au cœur du camp de Khan Younis, au sud de la bande de Gaza, en Palestine.

Ce camp compte une population de 200 000 personnes, dont 53 % de jeunes. Il est conçu et mis en œuvre par l'association "Culture et Pensée Libre", une association de femmes créée en 1992 dans le camp de Khan Younis qui a pour principal objet d'offrir un espace sécurisant et une aide psychosociale aux enfants et aux jeunes du camp.

L'action

Dans ce contexte, la situation des jeunes dans le camp se caractérise à la fois par un manque criant d'activités, qu'elles soient scolaires, culturelles ou sportives, et par des traumatismes psychologiques importants.

Face à cette situation, le projet a pour objectif général d'améliorer les conditions de vie des jeunes par le biais d'activités éducatives et culturelles, et notamment de :

- permettre aux jeunes de se réunir dans un espace sécurisant conçu pour eux,
- leur proposer une alternative à la violence afin de promouvoir l'estime de soi, l'esprit critique et la participation à la vie communautaire,
- promouvoir la participation des jeunes aux différentes activités culturelles et développer leur expression artistique et créative.

Les bénéficiaires directs du projet sont les jeunes filles et garçons de 12 à 18 ans du camp de réfugiés de Khan Younis fréquentant le centre Bunat El Ghad, soit environ 17 000 jeunes. Les bénéficiaires indirects sont constitués de leurs familles et de la communauté dans son ensemble, ainsi que des animateurs et animatrices bénéficiant des formations.

Parmi les activités mises en œuvre, on peut citer :

- les activités culturelles (atelier informatique, bibliothèque, dialogue en table ronde, lecture de poèmes, compétition d'échecs, atelier photo et vidéo...),
- le sport : une salle de sport et un espace extérieur permettent aux adolescents d'organiser diverses formations en arts martiaux, football, tennis de table... Les filles sont particulièrement encouragées à utiliser ces différentes possibilités qui constituent parfois pour elles une occasion unique de pratiquer des activités sportives en rupture avec certaines habitudes traditionnelles,
- un laboratoire scientifique : il réunit régulièrement plus de 200 adolescents pour des expériences éducatives portant sur des sujets divers : hygiène et santé publique, maladies contagieuses et transmissibles, génétique, les virus, etc.,
- la thérapie par le théâtre : il s'agit de former les participants à l'utilisation effective des

techniques du théâtre en tant que procédé thérapeutique pour aider un groupe à exprimer ses préoccupations et à rechercher des solutions au moyen de jeux et de sketches.

Par ailleurs, un camp d'été est organisé chaque année en concertation avec d'autres mouvements de jeunes de la région. Activités et programmes du camp sont préparés par les jeunes eux-mêmes.

Les résultats

Malgré la détérioration de la situation et les conditions de vie difficiles dans le camp, la plupart des activités programmées chaque année sont réalisées. Le nombre moyen d'adolescents se rendant au centre s'élève désormais à 75 par jour, dont 45 % de filles, soit une augmentation de 5 % par rapport aux années précédentes.

Sur le plan qualitatif, l'importance des activités permettant aux jeunes d'exprimer leur angoisse s'est révélée plus cruciale encore. Il est en effet indispensable d'offrir aux jeunes des activités les protégeant du face à face avec les soldats. À ce jour, compte tenu des difficultés du contexte, une évaluation externe du projet n'a pu être menée. Toutefois, un suivi régulier est réalisé par le CCFD et des rapports d'activité sont communiqués chaque année.

Les points forts de ce projet reposent sur les grandes capacités acquises par l'association "Culture et pensée libre" et l'expérience qu'elle a capitalisée dans le domaine du travail avec les jeunes, ceci dans un contexte de violence tant extérieure que domestique, et de radicalisation de la société.

L'un des éléments essentiels de la réussite tient au fait que le projet est mis en œuvre pour, mais aussi par les jeunes, qui sont parties prenantes à la programmation et la réalisation des activités ainsi qu'au fonctionnement démocratique du centre.

Enfin, il faut souligner le fait que "Culture et pensée libre" associe la communauté à l'ensemble des activités. Les mères de famille, notamment, sont impliquées dans les activités menées avec leurs enfants et certains ateliers leur sont ouverts. En outre, ces liens sont maintenus par l'organisation d'évènements ponctuels tout au long de l'année.

Une initiative qui révèle d'extraordinaires qualités humaines dans un contexte très instable constamment menacé par la violence et la mort.

Contribution CCFD

12 000 € en 2006

142 000 € entre 2001 et 2005.

Du côté du partenaire

“Culture et pensée libre” (CPL) a été créée en 1991 par cinq femmes provenant de différentes organisations politiques dans la Bande de Gaza en partenariat avec l’Union européenne et l’ONG française Enfants réfugiés du monde. Cinq centres auto-

nomes ont été mis en place et sont chargés de répondre aux besoins et problèmes des Palestiniens de la Bande de Gaza : deux centres dans le camp de Khan Younis pour les enfants et adolescents, deux centres pour aider les femmes de la Bande de Gaza et un centre culturel pour les enfants palestiniens. Chaque jour, environ 800 enfants, adolescents et femmes participent directement à ces activités. Aujourd'hui, CPL est également impliquée dans des projets extérieurs à ces activités, notamment dans le cadre du Réseau palestinien des organisations non gouvernementales (PNGO).

En décembre 2005 le partenaire “Culture et pensée libre” a reçu le prix “Courage et dévouement” du ministère des Affaires étrangères.

Égypte

ÉCONOMIE SOLIDAIRE / FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT



Repères

Capitale	: Le Caire
Superficie	: 1 001 449 km ²
Population	: 78 887 007 habitants
Langue(s) officielle(s)	: Arabe
Monnaie	: Livre égyptienne
Densité	: 70.61 hab./km ²
PIB	: 316 300 millions \$
PIB/hab.	: 4 200 \$
IDH	: 0,659

AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES HABITANTS DE DIX VILLAGES

La région de Minia, en Haute-Égypte, compte parmi les plus pauvres du pays. Les habitants d'une dizaine de villages particulièrement reculés souffrent d'un isolement profond.

Depuis une dizaine d'années, l'association ADIM, partenaire du CCFD, travaille au quotidien avec les habitants de ces villages pour améliorer dans la durée leurs conditions de vie et assurer à la région un développement sur le long terme.

Un défi ambitieux et mobilisateur.

Le contexte

L'Égypte connaît actuellement une situation économique difficile : croissance relativement basse, taux de chômage préoccupant, chute des investissements étrangers. De nombreux paysans sont pour leur part, confrontés à une grande pauvreté, notamment dans certaines régions reculées comme celle de la Minia, éloignés des grands axes commerciaux comme des grandes villes où ils pourraient commercer, les villageois sont contraints de vivre dans des conditions inacceptables et se sentent oubliés par les Pouvoirs publics.

Créée sous l'égide de l'évêché copte catholique, l'association ADIM s'est engagée depuis le début des années 90 dans une démarche de développement intégrée orientée vers dix villages particulièrement pauvres de la région. Elle a mis en œuvre une stratégie originale fondée sur le travail de proximité.

L'action

L'isolement profond de ces villages impliquait qu'on mette en œuvre des stratégies de développement spécifiques. ADIM a trouvé une solution astucieuse : faire vivre directement dans le village ses agents de développement. Ces "agents de développement" partagent au quotidien la vie des villageois. Ils peuvent ainsi contribuer à mettre en œuvre et à bâtir des actions sur le long terme.

Dans un premier temps, des thèmes d'action ont été déclarés prioritaires par les habitants eux-mêmes.

C'est sur eux que se sont focalisés les premiers efforts :

- promotion d'activités génératrices de revenus tels que l'artisanat ou la diversification des cultures ;

- alphabétisation afin d'avoir accès à de meilleurs niveaux de formation tant sur le plan productif qu'administratif ;
- éducation à l'hygiène et à la santé ;
- renforcement du rôle des femmes dans les villages.

L'expérience montre en effet que les femmes par leur énergie, leur volonté, leur courage, constituent des éléments moteurs pour le développement. Dans un second temps, des préoccupations fortes touchant l'amélioration de l'environnement, l'assainissement, les commodités domestiques se sont exprimées.

Pour permettre une meilleure organisation et coordination des différentes actions, des leaders de comités villageois ont été spécialement formés aux techniques de conduite de projets.

Pour commencer, la stratégie d'amélioration de l'environnement a été testée sur cinq villages. Les résultats se sont révélés très satisfaisants.

Les résultats

Dans une cinquantaine d'habitations, de nouveaux aménagements ont permis d'améliorer considérablement l'hygiène. De même, des travaux ont permis aux familles les plus pauvres de disposer de conditions de vie et d'habitat décentes. Les leaders des comités de villages se sont totalement impliqués dans leurs nouvelles responsabilités. De petites campagnes de sensibilisation et d'éducation à l'hygiène et au respect de l'environnement ont été positives. Les ruelles des villages concernés sont désormais débarrassées des eaux ménagères et des

détritus. 800 arbres ont été plantés aux alentours des villages.

Plus de 500 familles ont bénéficié de cette action de développement conçue sur le long terme. L'association compte maintenant élargir son champ d'intervention pour toucher progressivement l'ensemble des villages de la région de Minia où des liens profonds avec la population ont désormais été tissés.

La misère n'est pas une fatalité.

Contribution du CCFD

18 000 € en 2006

15 000 € en 2005

et 15 000 € en 2004.

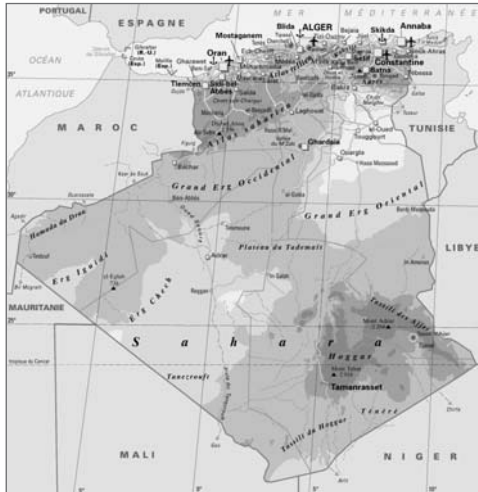
Du côté du partenaire

Créée au début des années 90, l'association ADIM travaille sous la responsabilité directe de l'évêché catholique de Minia. Cette relation forte avec l'évêché donne à ADIM la dimension d'un véritable "bureau de développement diocésain".

Toutefois, son action et son rayonnement dépassent largement la communauté chrétienne locale pour s'étendre aux populations pauvres de toutes confessions. Étant engagée depuis seize ans sur le terrain du développement, l'association est reconnue par son travail de proximité avec les communautés qui sont rendues actrices directes des actions initiées.

Algérie

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE



Repères

Capitale	: Alger
Superficie	: 2 381 740 km ²
Population	: 32 600 000 habitants
Langue(s) officielle(s)	: Arabe
Monnaie	: Dinar
Densité	: 13,55 hab./km ²
Pib	: 102 200 millions \$
Pib/hab	: 3 150 \$
IDH	: 0,728

SAUVER LES Puits TRADITIONNELS

Beni-Isguen est l'une des grandes oasis de Ghardaia, à environ 600 kilomètres au sud d'Alger. Suite à une combinaison de causes multiples, la superficie de l'oasis a diminué d'un tiers. Des crises répétées ont créé des dégâts importants et de nombreux puits, moyens d'irrigation privilégiés ont été abandonnés à cause de leur vétusté.

L'Association pour la protection de l'environnement de Beni Isguen (APEB) - partenaire du CCFD - a décidé de réhabiliter l'oasis afin d'une part de restaurer un patrimoine culturel universel et, d'autre part, d'assurer une gestion efficace et durable de la ressource en eau.

Une action prioritaire pour le pays et la région.

Le contexte

L'oasis de Beni Isguen a été créée il y a neuf siècles grâce à des aménagements hydrauliques performants permettant d'accéder à l'eau et de gérer les crues. L'oasis compte une superficie de 200 hectares et une population de 14 000 habitants dont 25 % de paysans. Malheureusement, la superficie de l'oasis a diminué d'un tiers en quelques années du fait de forages sauvages, du non-entretien de l'oued, de la perte du caractère sacré des puits qui en faisait un lieu qu'on protégeait.

Au cours de la dernière décennie, des crues répétées ont gravement endommagé les puits, les habitations, les vergers, les jardins potagers ainsi que l'ensemble du système d'agriculture oasisienne de la région.

La dégradation de l'environnement a entraîné une érosion très significative des réserves des riverains qui, par voie de conséquence, essaient de trouver de l'eau par tous les moyens. Les puits traditionnels étant abandonnés pour leur vétusté, ils recourent à des forages d'une profondeur variant de 500 à 800 mètres, puisant l'eau fossile donc non renouvelable.

Avec l'appui du CCFD, l'APEB a pour objectif d'inverser le processus de dégradation de l'oasis de Beni Isguen, en restaurant et réhabilitant les puits traditionnels d'irrigation de la palmeraie.

L'action

Elle associe plusieurs activités :

- assurer la gestion rationnelle des eaux des crues,

- lutter contre la désertification qui menace de façon générale le milieu naturel des oasis,
- promouvoir des pratiques agroécologiques et préserver la biodiversité.

Dans un premier temps, il a fallu désensabler et débroussailler le lit de l'oued, construire des murs de soutènement pour la retenue des eaux, restaurer des puits historiques capteurs d'eau, sensibiliser et former les populations à l'agroécologie.

Dans cette dernière optique, une pépinière de démonstration ainsi qu'une station de compostage ont été réalisées. La pépinière de démonstration a permis d'organiser des séances de formation sur divers sujets : mise en place d'une pépinière ; élevage, sélection et alimentation ; culture sans terre ; pépinière maraîchère ; taille des arbres, entre autres arbres fruitiers ; compostage des palmes ; utilisation rationnelle des pesticides.

Les résultats

Les habitants de la zone ont développé un système original leur permettant d'exploiter et de conserver des eaux superficielles. Les eaux de crues sont ainsi récoltées aux abords du barrage principal où sont aménagés des puits. Ces derniers servent à réalimenter la nappe phréatique grâce aux eaux superficielles recueillies lors des crues.

Le projet revêt également de façon indirecte une importance décisive au niveau du tourisme. La vallée du M'zab dans laquelle se situe la palmeraie de Beni Isguen était un haut lieu touristique en phase de déclin. Le projet de l'APEB permet de relancer

l'attrait de la région. Le M'zab est classé sur la liste du patrimoine universel par l'Unesco depuis 1982.

À travers ce projet, c'est toute une région qui va retrouver activité et vie.

Contribution du CCFD

20 000 € en 2006

74 000 € entre 2003 et 2005.

Du côté du partenaire

Créée en 1989, l'APEB est une association composée uniquement de bénévoles dont le but est la protection de l'environnement en Algérie. Les objectifs de l'association sont orientés vers la promotion du développement durable. Ils sont liés à la fois à l'action écologique sur le terrain par la restauration de la palmeraie Beni Isguen ou des puits traditionnels, et à la sensibilisation et à la formation de la population dans ce domaine. Pour l'association, il est également nécessaire de construire une société civile solide en Algérie qui puisse dialoguer avec les autorités, influencer les visions de l'État algérien et également être une référence de la zone Méditerranée dans les domaines de l'agro-écologie, de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité agricole et dans l'écotourisme de la région.

L'APEB fait partie du réseau maghrébin, RADO, Réseau des associations de développement durable des oasis, soutenu par le CCFD.